

L'essentiel, l'inutile et le nuisible

[Éloi Laurent](#)

La crise du Covid-19 n'en est qu'à ses débuts, mais il paraît difficile d'imaginer qu'elle conduise à un « retour à la normale » sur le plan économique. De fait, confinement aidant, les réflexions se multiplient déjà sur le nouveau monde qui pourrait émerger de la conjonction inédite d'une pandémie globale, de la mise aux arrêts de la moitié de l'humanité et du tarissement brutal des flux mondiaux et de l'activité économique. Parmi ces réflexions, dont beaucoup ont été entamées bien avant cette crise, s'impose la nécessité de définir ce qui est vraiment essentiel au bien-être humain : de quoi avons-nous véritablement besoin ? De quoi pouvons-nous dans les faits nous passer ?

Raisonnons d'abord par l'absurde comme nous invitait à le faire Saint-Simon en 1819. « *Supposons que la France perde subitement les Français les plus essentiellement producteurs, ceux qui donnent les produits les plus importants, ceux qui dirigent les travaux les plus utiles à la nation, et qui la rendent productive dans les sciences, dans*

les arts et métiers, ils sont réellement la fleur de la société française :
ils sont de tous les Français les plus utiles à leur pays, ceux qui lui procurent le plus de gloire, qui hâtent le plus sa civilisation ainsi que sa prospérité : la nation deviendrait un corps sans âme à l'instant où elle les perdrait... Il faudrait à la France au moins une génération entière pour réparer ce malheur... ». C'est sur le mode de la parabole, que Saint-Simon tentait ainsi d'expliquer le renversement hiérarchique que le nouveau monde de la révolution industrielle impliquait pour la prospérité du pays, qui pouvait désormais selon lui se passer des classes monarchiques, alors que « les sciences, les arts et métiers » lui étaient devenus essentiels.

Adapter la parabole de Saint-Simon à la situation actuelle revient à reconnaître que nous ne pouvons pas nous passer en temps de crise de celles et ceux qui assurent les soins, garantissent l'approvisionnement alimentaire, maintiennent l'État de droit et les services publics et font fonctionner les infrastructures (eau, électricité, réseaux numériques). Ce qui implique qu'en temps normal toutes ces professions soient valorisées à la hauteur de leur importance vitale. La définition du bien-être humain qui en résulte ressemble au tableau de bord que forment ensemble les différentes cases de [l'attestation](#)

[de déplacement dérogatoire](#) que chaque Français(e) doit remplir pour avoir le droit de sortir de son confinement.

Mais il est possible d'étoffer cette réflexion élémentaire par les innombrables travaux menés depuis des décennies sur [la mesure du bien-être humain](#), travaux qui se sont fortement accélérés au cours des dix dernières années, après la « grande récession ». On peut commencer par considérer ce qui fait figure d'essentiel aux yeux des personnes interrogées sur les sources de leur bien-être. Deux priorités se font alors jour : [la santé](#) et les [liens sociaux](#). À cet égard, la situation actuelle offre un frappant « paradoxe du bien-être », par lequel des mesures de confinement parfois drastiques sont prises pour préserver la santé, qui conduisent en retour à dégrader les liens sociaux du fait de l'isolement imposé.

Mais comment mieux commencer de cerner positivement les différents éléments du « bien-être essentiel » sur lequel il faudrait désormais concentrer les politiques publiques ? La mesure de la pauvreté peut ici venir en aide à la mesure de la richesse. Les travaux empiriques pionniers d'Amartya Sen et de Mahbub ul Haq à la fin des années 1980 ont abouti à une définition du développement humain que

l'Indicateur de développement humain [publié pour la première fois par les Nations Unies en 1990](#) ne reflète qu'en partie : « Le développement humain est un processus d'élargissement des choix des personnes. Les plus critiques sont de mener une vie longue et saine, d'être éduqué et de jouir d'un niveau de vie décent. Les choix supplémentaires incluent la liberté politique, les droits de l'homme et le respect de soi ». Plus précisément, dans le cas français, les travaux engagés en 2015 par l'Observatoire national de la pauvreté et de l'exclusion sociale (Onpes) sur les [budgets de référence](#) et prolongés notamment par l'INSEE avec son « [indicateur de pauvreté en conditions de vie](#) » conduisent à définir les composantes essentielles d'une vie « acceptable » (on pourrait aussi parler de « décence »).

Mais à supposer que ces instruments de mesure contribuent, dans la sortie de crise, à la définition d'un bien-être essentiel (dont des travailleurs et travailleuses eux-mêmes essentiels assureraient le maintien dans des situations de crise qui sont appelées à se répéter sous l'effet des chocs écologiques), l'expertise seule ne suffirait pas à en tracer les contours. Il faudrait qu'une convention citoyenne s'empare du sujet.

D'autant que la définition du bien-être essentiel appelle naturellement deux autres

catégories encore plus délicates à définir, sur lesquelles ce blog reviendra dans les prochains jours :

- le bien-être inutile (ou artificiel), celui dont on peut se passer sans dommage ;
- le bien-être nuisible, celui dont on doit se passer à l'avenir parce qu'en plus d'être accessoire il nuit au bien-être essentiel, notamment parce qu'il en sape les fondations en conduisant à la dégradation des écosystèmes (c'est le débat qui s'engage en Europe sur la nécessité de sauver ou non les compagnies aériennes).

Le débat sur le bien-être essentiel ne fait que commencer...